



**MINISTÈRES
ÉDUCATION
JEUNESSE
SPORTS
ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR
RECHERCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'immobilier et de la logistique

Rectorat de Mayotte

BP76 Rue Sarahangué
97600 Mamoudzou

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES
(C.C.A.P.)**

Procédure n° 2025-214-REC-BMN-049

Objet :

**Travaux de mise en place de 12 salles de classes en modulaires
au lycée Bamana à Mamoudzou**

SOMMAIRE

ARTICLE 1/ OBJET DU MARCHE	5
ARTICLE 2/ DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
ARTICLE 3/ FORME ET PROCEDURE	5
3.1 – Forme du marché	5
3.2 – Procédure	6
ARTICLE 4/ DUREE DU MARCHE ET DEMARRAGE DES TRAVAUX	6
4.1. – Durée du marché	6
4.2. – Démarrage des travaux	6
4.3. – Délais d'exécution des travaux	6
ARTICLE 5/ ORDRES DE SERVICE	6
ARTICLE 6/ LIEU D'EXECUTION DES TRAVAUX ET PILOTAGE DES OPERATIONS	7
6.1. Lieu d'exécution des travaux	7
6.2. Pilotage des opérations	7
6.2.1 / Maîtrise d'ouvrage	7
6.2.2 / Maîtrise d'œuvre	8
6.2.3 / Contrôle technique	8
6.2.4 / Coordinateur pour la sécurité et la protection de la santé (niveau 1)	8
6.2.5 / Ordonnancement, Pilotage, Coordination	9
6.2.6 / Désignation de correspondants par le titulaire	9
ARTICLE 7/ PRESTATIONS ATTENDUES	10
ARTICLE 8/ OBLIGATIONS DU TITULAIRE	11
8.1. / Obligations générales	11
8.2. / Obligations relatives au personnel du titulaire	12
8.3. / Obligations du titulaire vis-à-vis du coordonnateur SPS	12
8.3.1 / Principes généraux	12
8.3.2 / Autorité du coordonnateur SPS	13
8.3.3 / Moyens donnés au coordonnateur SPS	13
8.4/ Obligations relatives aux mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail	13
8.5/ Obligations du titulaire vis-à-vis de ses sous-traitants	13
8.6/ Obligations relatives au déroulement des travaux	13
8.7/ Obligation de confidentialité	14
ARTICLE 9/ PROVENANCE, QUALITE ET CONTROLE DES MATERIAUX ET PRODUITS	14
9.1/ Provenance des matériaux et produits	14
9.2/ Qualité, contrôle et essais des matériaux et produits	14
ARTICLE 10/ PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	15
10.1 / Période de préparation	15
10.2 / Plans d'exécution – Notes de calcul – Etudes de détail	15
10.3 / Installation et organisation de chantier	16
10.3.1 / Accès au site	16
10.3.2 / Installation de chantier	16
10.3.3 / Stockage et manutention	17
10.3.4 / Mesures particulières relatives à la sécurité et à l'hygiène sur le chantier	17
10.3.5 / Utilisation des installations électriques	17
10.3.6 / Traitement des déchets de chantier	18

10.3.7 / Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux -----	18
10.4 / Coordination des travaux -----	18
10.4.1 / Réunions de chantier -----	18
10.4.2 / Réunion OPC -----	18
10.4.3 / Registre de chantier -----	19
10.5 / Documents à remettre par le titulaire -----	19
ARTICLE 11/ CONTROLE, RECEPTION ET GARANTIE DES TRAVAUX-----	19
11.1 / Essais et contrôles des ouvrages -----	19
11.2 / Réception -----	19
11.3 / Documents fournis après exécution -----	20
11.4 / Délais de garantie de « parfait achèvement » -----	20
ARTICLE 12/ PRIX ET MODE DE DEVOLUTION DES OUVRAGES -----	20
12.1 / Montant du marché -----	20
12.2 / Prix du marché -----	20
12.2.1 / Forme des prix -----	20
12.2.2 / Contenu des prix -----	21
12.2.3 / Nature et révision des prix -----	21
12.2.3.1 / Index de référence -----	22
12.2.3.2 / Modalités de révision des prix -----	22
ARTICLE 13/ MODALITES DE REGLEMENT -----	22
13.1 / Répartition des paiements -----	22
13.2 / Décomptes et acomptes mensuels -----	22
13.3 / Décompte final et général -----	23
13.4 / Règlement du prix des modifications dans l'importance ou dans la consistance des travaux -----	24
13.5 / Règlement du prix des prestations supplémentaires ou modificatives -----	24
13.6 / Mode de paiement -----	24
13.7 / Délais de paiement et intérêts moratoires -----	25
13.8 / Paiement des sous-traitants (directs ou indirects) -----	25
13.8.1 / Désignation de sous-traitants en cours de marché -----	25
13.8.2 / Modalités de paiement direct -----	26
ARTICLE 14/ CLAUSES ENVIRONNEMENTALE ET D'INNOVATION / VALORISATION-----	26
14.1 / Clause environnementale -----	26
14.2 / Clause d'innovation et de valorisation de l'implication de l'entreprise -----	27
ARTICLE 15/ CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE -----	27
15.1 / Avance -----	27
15.2 / Nantissement -----	27
ARTICLE 16/ PENALITES -----	27
16.1 / Pénalités de retard -----	28
16.1.1 / Retard dans l'achèvement des travaux -----	28
16.1.2 / Retard dans la transmission des documents -----	28
16.1.3 / Retard dans la levée des réserves et observations -----	28
16.2 / Autres pénalités -----	28
16.2.1 / Défaut d'exécution des opérations de nettoyage du chantier -----	29
16.2.3 / Absence ou retard non justifié aux réunions de chantier -----	29
16.2.4 / Sous-traitance occulte -----	29
16.2.5 / Non-respect de la réglementation en matière de tri des déchets -----	29
16.2.6 / Non-respect des observations du coordonnateur SPS -----	29
ARTICLE 17/ DOCUMENTS A PRODUIRE AU COURS DE L'EXECUTION DU MARCHE-----	29
17.1 / Assurance -----	29

<i>17.2 / Justificatifs sociaux</i>	30
<i>17.3 / En cas de modifications relatives au titulaire du marché</i>	30
17.3.1 / Changement de dénomination sociale du titulaire	30
17.3.2 / Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire	30
ARTICLE 18/ UTILISATION DE LA LANGUE FRANCAISE	31
ARTICLE 19/ RESILIATION	31
ARTICLE 20/ SOUS-TRAITANCE	31
ARTICLE 21/ DIFFERENDS ET LITIGES	32
ARTICLE 22/ DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	32

PREAMBULE

Dans le cadre du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) :

- le rectorat de Mayotte désigné sous l'appellation « l'acheteur », ou « maître d'ouvrage – maître d'œuvre (MOA-MOE) » dans le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

La société ou le groupement d'entreprises retenu pour l'exécution du présent marché est désigné dans le présent CCAP sous l'appellation « titulaire », « entrepreneur » « entreprise » ou groupement.

Le maître d'œuvre chargé du suivi du présent marché est désigné dans le présent marché sous l'appellation « maître d'œuvre ». La maîtrise d'œuvre est assurée par le Rectorat.

Contexte :

Afin de pallier au manque de salle de classes à la suite du cyclone Chido qui a endommagé une grande partie des établissements scolaires à Mayotte, le rectorat de Mayotte souhaite remplacer temporairement une partie des salles de classes du Lycée YOUNOUSSA BAMANA par des modulaires préfabriqués pour la rentrée 2025.

ARTICLE 1/ OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet les travaux de mise en place de 12 salles de classes en modulaires au lycée Bamana à Mamoudzou.

ARTICLE 2/ DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante, par dérogation à l'ordre établi dans l'article 4.1 du CCAG/Travaux :

- l'acte d'engagement et son annexe portant « Décomposition du prix global et forfaitaire », complétés par le titulaire ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- le cahier des clauses techniques particulières du présent marché et les annexes éventuelles
- le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de Travaux (CCAG/Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux (CCTG-Travaux) en vigueur ;
- Les pièces graphiques
- l'offre technique du titulaire et ses éventuelles annexes

En cas de contradiction entre les clauses de ces différents documents, celles-ci prévalent dans l'ordre énuméré ci-dessus. Les exemplaires originaux conservés par l'acheteur font seuls foi.

Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, tout texte administratif national ou local applicable dans le cadre de l'exécution du présent marché et, d'une manière générale, de tout texte ou de toute réglementation intéressant son activité pour autant que ces textes soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

Le titulaire s'engage à respecter les normes en vigueur, notamment celles décrites au CCTP. Les normes décrites au CCTP s'entendent comme suivies du terme « ou équivalente ».

ARTICLE 3/ FORME ET PROCEDURE

3.1 – Forme du marché

Le présent marché prend la forme d'un marché simple.

Le montant du marché correspond à la somme des prix forfaitaires de la décomposition du prix global et forfaitaire du présent marché, jointe en annexe à l'acte d'engagement du marché.

3.2 – Procédure

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée en application des dispositions des articles L. 2123-1-1° et R. 2123-4 du Code de la commande publique

ARTICLE 4/ DUREE DU MARCHE ET DEMARRAGE DES TRAVAUX

4.1. – Durée du marché

Le marché prend effet à sa date de notification.

La durée prévisionnelle du marché est de 21 mois en incluant la période de préparation d'une durée de 1 mois, une période d'exécution des travaux de 2 mois et une période de clôture administrative et financière de 18 mois.

La période de préparation (1 mois) démarre à compter de la date inscrite sur l'ordre de service, émis dans les conditions définies à l'article 5.1 du CCAP, prescrivant son démarrage.

Les travaux, objet du présent marché, commencent à s'exécuter à compter de la date inscrite sur l'ordre de service, émis dans les conditions définies à l'article 5.1 du CCAP, prescrivant le démarrage des travaux.

4.2. – Démarrage des travaux

Les travaux, objet du présent marché, commencent à s'exécuter à compter de la date inscrite sur l'ordre de service, émis dans les conditions définies ci-après, relatif aux modalités d'émission des ordres de service.

4.3. – Délais d'exécution des travaux

Les travaux s'exécutent conformément au calendrier d'exécution établi par le maître d'œuvre en concertation avec le titulaire au cours de la période de préparation. Il est ensuite soumis à l'approbation du maître de l'ouvrage et notifié au titulaire par ordre de service.

Le calendrier détaillé d'exécution met en évidence :

- les tâches à accomplir pour exécuter l'ensemble des ouvrages et l'enchaînement de ces tâches ;
- pour chacune des tâches, les durées et les dates de début et de fin (au plus tôt et au plus tard) ainsi que les marges disponibles pour leur exécution ;
- les tâches qui conditionnent le délai global d'exécution.

Au cours du chantier, et avec l'accord des différents entrepreneurs concernés par les travaux, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé dans la limite du délai de réalisation de l'ensemble des travaux. Le calendrier modifié est notifié au titulaire par ordre de service.

Sauf mention particulière dans les documents contractuels, les délais s'entendent en jours ouvrés.

ARTICLE 5/ ORDRES DE SERVICE

5.1. Modalités d'émission des ordres de service

Le présent marché s'exécute par l'émission d'ordres de service établis sur la base de la DPGF selon les conditions de détermination des prix définies à l'article 12.1 du présent CCAP.

Il est précisé, sur chaque ordre de service ou sur le document l'accompagnant, les renseignements suivants :

- la date d'émission de l'ordre de service ;
- la référence du marché en mentionnant explicitement son numéro ;
- l'identification du pouvoir adjudicateur ;
- le nom et l'adresse du titulaire ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais d'exécution (date de début et de fin) ;

- le(s) lieu(x) d'exécution des travaux ;
- le détail des quantités, prix unitaires, rabais ou promotions, le montant de la T.V. A .et de l'ordre de service en HT et TTC.

Les ordres de service sont émis et signés par le maître d'œuvre conformément à l'article 3.8.1 du CCAG/Travaux. Le titulaire du marché en accuse réception datée.

Le maître d'œuvre assure la transmission de ces ordres de services au titulaire, conformément à l'article 3.8.1 du CCAG/Travaux.

Les ordres de service sont transmis selon les différentes modalités suivantes :

- par courrier papier avec accusé de réception ;
- par courrier électronique

En cas d'envoi de l'ordre de service par courrier électronique, le titulaire est réputé l'avoir reçu au plus tard dans un délai d'un (1) jour ouvré suivant la date d'envoi.

À cet effet, il appartient au titulaire de communiquer à l'acheteur la ou les adresse(s) électronique(s) des destinataires des ordres de service.

5.2. Exécution des ordres de service

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG/Travaux, le titulaire dispose d'un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la date de réception de l'ordre de service pour émettre des observations.

Le titulaire se conforme strictement aux ordres de service qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part, à l'exception des cas suivants :

- l'augmentation du montant des travaux qui en résulte dépasse le dixième du montant contractuel des travaux (article 14.2.2 du CCAG/Travaux) ;
- l'ordre de service a été émis tardivement (article 50.2.1 du CCAG/Travaux).

ARTICLE 6/ LIEU D'EXECUTION DES TRAVAUX ET PILOTAGE DES OPERATIONS

6.1. Lieu d'exécution des travaux

Les travaux ont lieu à l'adresse suivante :

Lycée YOUNOUSSA BAMANA

1 rue du lycée – BP46 - 97600 Mamoudzou

6.2. Pilotage des opérations

Le pilotage et le suivi du marché s'effectuent selon les modalités décrites dans les documents contractuels régissant le présent marché.

6.2.1 / Maîtrise d'ouvrage

Le pilotage des opérations est assuré par :

Rectorat de Mayotte
BP 76 Rue Sarahangué
97600 Mamoudzou

L'acheteur nomme un correspondant technique qui assure le suivi des différentes prestations et est

l'interlocuteur privilégié du titulaire.

A cet effet, l'acheteur communique au titulaire le nom et la fonction du correspondant :

6.2.2 / Maîtrise d'œuvre

Elle est assurée (mission de base) par :

Rectorat de Mayotte
BP 76 Rue Sarahangué
97600 Mamoudzou

6.2.3 / Contrôle technique

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique dans les conditions prévues au titre II de la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

La mission est assurée par : *en cours de désignation par le rectorat.*

Les missions confiées au contrôleur technique par le maître de l'ouvrage sont les suivantes :

- Missions L (« Légale ») : contrôle de la solidité des ouvrages, de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos couvert et des éléments d'équipement qui font indissociablement corps avec ces ouvrages :
 - mission « LP » relative à la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement dissociables et indissociables ;
 - mission « LE » relative à la solidité des existants.
- Mission S (« Sécurité des personnes ») : contrôle des conditions de sécurité des personnes dans les constructions :
 - STI : Sécurité incendie des personnes dans les bâtiments relevant du code du travail uniquement ;
 - SEI mission relative à la sécurité des personnes dans les ERP et IGH.
- Mission F relative au fonctionnement des installations :
- Mission PH relative à l'isolement acoustique des bâtiments autres qu'habitations ;
- Mission Hand relative à l'accessibilité des constructions pour personnes handicapées ;
- Mission HYSa relative à la santé dans les bâtiments autres qu'habitation.

6.2.4 / Coordinateur pour la sécurité et la protection de la santé (niveau 1)

Conformément à la réglementation définie d'une part par le décret n° 94-1159 du 26/12/1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de protection de la santé, et d'autre part à l'article L.4532-2 du Code du travail modifié par ce décret, une coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs est assurée dans le cadre du présent marché.

La mission est assurée par : *en cours de désignation par le rectorat.*

Ce dernier a libre accès au chantier et informe, sans délai et par tous les moyens, le maître de l'ouvrage de toute violation par les intervenants, quels qu'ils soient, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers, le coordonnateur SPS prend les mesures nécessaires pour le(s) supprimer. À cette fin, il peut arrêter tout ou partie du chantier sur simple appel téléphonique aux intéressés, doublé d'un message électronique adressé aux intéressés, à la MOE/MOA.

6.2.5 / Ordonnancement, Pilotage, Coordination

La mission est assurée par :

Rectorat de Mayotte
BP 76 Rue Sarahangué
97600 Mamoudzou

6.2.6 / Désignation de correspondants par le titulaire

Le titulaire a la responsabilité des personnels et des moyens à mettre en œuvre pour la bonne réalisation des travaux objet du présent marché. Il s'engage à mettre en place une équipe de personnes compétentes dont il s'efforce d'assurer la pérennité pendant toute la durée du marché.

Conformément à son offre, le titulaire désigne dans les 10 jours ouvrés suivant la notification du marché :

- un responsable d'exécution qui est l'interlocuteur unique du maître de l'ouvrage et du maître d'œuvre. Cette personne doit avoir toutes les compétences requises pour répondre à toutes les questions concernant les travaux objet du présent marché ;
- un chef de chantier qualifié, lequel a pour mission de veiller à la bonne exécution des prestations réalisées dans le cadre du présent marché. Il est chargé, en particulier, de la coordination des opérations au sein des bâtiments et de réduire au minimum les perturbations pour le personnel de l'établissement.

Ces correspondants ont pour mission :

- de veiller à la bonne exécution des prestations effectuées dans le cadre du présent marché ;
- de rendre compte régulièrement et/ou à la demande de l'acheteur et/ou du maître d'œuvre de la nécessaire coordination des travaux et des savoirs que seront amenés à mettre en œuvre les différents intervenants du titulaire.

Ils doivent être compétents pour répondre à toute demande ou anomalie relative à la prestation sur site. À cet effet, ils doivent avoir reçu délégation de pouvoir pour engager le titulaire.

Le titulaire désigne les correspondants de remplacement pour pallier aux éventuelles absences des responsables d'exécution et chef de chantier qualifié désignés. Le titulaire doit en aviser l'acheteur au moins 10 jours ouvrés avant la prise d'effet de la modification.

Changement d'intervenant à l'initiative du titulaire

Par dérogation à l'article 3.4.2 du CCAG/Travaux, en cas de modification de son équipe, et notamment de changement des correspondants (responsable d'exécution et chef de chantier), le titulaire doit en aviser l'acheteur au moins 10 jours ouvrés avant la prise d'effet de la modification.

Il communique les motifs de ces modifications ainsi que les profils et compétences (curriculum vitae) des personnes pressenties pour remplacer les intervenants et/ou la nouvelle organisation et prend toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise, notamment en termes de planning ou de date de réunion à venir.

Le titulaire ne pourra changer d'intervenant qu'avec l'accord du maître d'ouvrage. Le remplaçant proposé doit avoir une compétence et une expérience au moins équivalentes à celles de l'intervenant qu'il remplace et dans tous les cas conformes aux niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché. En cas d'acceptation de ce changement par l'acheteur, le titulaire assure la formation et prend à sa charge l'intégralité du temps de prise de connaissance du nouvel intervenant.

Le remplaçant est considéré comme accepté si le maître d'ouvrage ne le récusé pas dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la réception du courrier du titulaire l'informant du changement de correspondant.

Si le maître d'ouvrage récusé le remplaçant, le titulaire dispose d'un nouveau délai de 5 jours ouvrés pour désigner un autre remplaçant et en informer l'acheteur.

À défaut de désignation dans le délai imparti ou si le remplaçant est récusé dans le délai indiqué ci-dessus, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 19 du présent CCAP.

En définitive, il appartient au titulaire de maintenir, pendant toute la durée du marché et sans interruption, un niveau constant de compétence des intervenants et de qualité des prestations, conformément aux niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché.

Récusation d'un intervenant par l'acheteur

L'acheteur se réserve la possibilité, sur justification motivée, de refuser la poursuite de l'intervention d'un membre du personnel du titulaire si les compétences de ce dernier ne correspondent pas aux niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché.

Dans le cas où le MOA-MOE juge incompetent techniquement ou en matière de coordination l'un des intervenants du titulaire, celui-ci est avisé par lettre recommandée et a dix jours ouvrés pour remplacer l'intervenant défaillant à compter de la notification écrite de récusation adressée au titulaire.

Le remplaçant est considéré comme accepté si le MOA-MOE ne le récusé pas dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la réception du courrier du titulaire. Si le MOA-MOE récusé le remplaçant, le titulaire dispose de 5 jours ouvrés pour désigner un autre remplaçant et en informer le maître d'œuvre.

Si le titulaire est dans l'incapacité de présenter un intervenant de profil adapté et si cette incapacité entraîne un retard dans la reprise de la prestation, une pénalité sera appliquée par jour ouvré de retard dans la reprise de la prestation, conformément à l'article 16.1.1 du présent document.

ARTICLE 7/ PRESTATIONS ATTENDUES

Dans le cadre du présent marché et conformément aux documents le régissant, le titulaire assure les prestations décrites au CCTP.

Les durées sont définies en jours ouvrés, c'est-à-dire de neuf heures à dix-huit heures tous les jours sauf samedi, dimanche et jours fériés.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun ainsi que dans le CCTP du présent marché.

Le titulaire fait son affaire de toutes les études préliminaires nécessaires pour s'assurer notamment que l'opération à réaliser ne compromet en aucune manière la solidité et la stabilité des ouvrages existants.

Le titulaire est réputé, avant la remise de sa proposition, avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux, notamment :

- avoir pris connaissance complète et entière des locaux et de leurs abords ainsi que des conditions d'accès et de tous les éléments généraux en relation avec l'exécution des travaux ;
- avoir inclus dans les prix indiqués dans la DPGF tous les frais accessoires résultant de l'exécution des ouvrages dans les conditions prévues par les documents contractuels du présent marché, notamment, sans que l'énumération ci-après soit exhaustive, tous les frais qui seraient la conséquence de toutes dispositions prises en matière de protection, de moyens d'accès, de manutentions internes, manuelles ou par engins mécaniques jugés nécessaires ;
- avoir pris connaissance complète et entière du contenu des documents contractuels. En aucun cas le titulaire ne peut arguer de l'imprécision des descriptifs et, s'il y a lieu, des documents annexes, d'erreurs ou d'omissions pour refuser d'exécuter, dans le cadre et les conditions du marché, tout ou partie des ouvrages. Il lui appartient donc d'apprécier la nature des travaux à exécuter, de signaler le cas échéant à l'acheteur et par écrit, les omissions, imprécisions ou contradictions qu'il aurait pu relever dans les documents qui lui ont été remis.

Le titulaire est également réputé s'être entouré de tout renseignement complémentaire nécessaire auprès de tout service ou autorité compétente.

ARTICLE 8/ OBLIGATIONS DU TITULAIRE

8.1. / Obligations générales

Pour l'ensemble des prestations objet du présent marché, le titulaire souscrit une obligation de résultat et doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché.

À ce titre, il s'engage notamment à :

- apporter tout le soin et toute la diligence nécessaire à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché ;
- respecter les délais d'exécution demandés ;
- observer les modalités de suivi et de pilotage, telles que décrites au présent marché.

Le titulaire informe le maître d'œuvre et le maître de l'ouvrage ou son représentant du nom ainsi que des coordonnées de la personne responsable des opérations afin de pouvoir la contacter à tout moment.

Le titulaire intègre dans le processus de déroulement des opérations et ce sans pouvoir se soustraire à ses obligations de résultat, les contraintes liées au type de bâtiment, aux travaux en milieu occupé de manière à assurer en permanence la continuité de la sécurité du personnel de l'acheteur.

Le titulaire doit laisser les installations propres pendant et après l'exécution des prestations dont il a la charge.

Pour l'ensemble de ces obligations, le titulaire ne pourra nullement mettre en avant une quelconque défaillance de ses sous-traitants. Le titulaire est pleinement et personnellement responsable de la bonne exécution du présent marché. Le personnel affecté par le titulaire à l'exécution des prestations objet du présent marché demeure en toutes circonstances placé sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusives du titulaire.

Le titulaire doit répondre à l'obligation de conseil et de mise en garde la plus stricte. A ce titre, il s'engage notamment à :

- répondre à toute demande de renseignements émanant de l'acheteur et communiquer à celui-ci tout conseil et toute information qu'il estime nécessaire concernant les prestations commandées ;
- demander toute information ou tout renseignement qu'il juge nécessaire à la bonne exécution des prestations ;
- reprendre tous les points pour lesquels l'acheteur a opposé des remarques et dans les délais émis par celui-ci, conformément aux documents régissant le présent marché ;
- apporter tout le soin et toute la diligence nécessaires à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché ;
- observer les modalités de suivi et de pilotage, telles que décrites au présent marché.

Le titulaire du présent marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. Il est le seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement à son personnel ou à des tiers, à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

À ce titre, il doit assurer lui-même la protection des matériaux approvisionnés et des installations en place contre toute dégradation, vol, incendie et dégât des eaux pendant toute la durée du chantier, c'est-à-dire jusqu'à la réception des travaux.

Le titulaire, du fait de sa faute ou de sa négligence, pourra être déclaré responsable de la mauvaise exécution ou de l'inexécution des obligations mises à sa charge, sauf si cette mauvaise exécution ou inexécution résulte d'un cas de force majeure tel que défini ci-après ou encore si elle résulte du fait de l'acheteur.

De façon expresse sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuits, ceux habituellement retenus par la jurisprudence des cours et tribunaux français.

En cas de violation des obligations mentionnées ci-dessus, le marché peut être résilié aux torts du titulaire, dans les conditions définies à l'article 19 du présent CCAP.

De la même manière, l'acheteur se réserve la faculté, le cas échéant, de prononcer la résiliation du marché aux torts du titulaire, s'il devait souffrir de l'incapacité de celui-ci à respecter les engagements pris.

8.2. / Obligations relatives au personnel du titulaire

Le titulaire recrute, rémunère, emploie, forme et dirige sous sa seule responsabilité les intervenants désignés par lui pour la réalisation des prestations.

Le titulaire confie l'exécution des tâches à du personnel possédant les qualifications requises et nommément agréé par l'acheteur.

À ce titre, il fournit au maître de l'ouvrage une liste nominative de ses personnels, accompagnée d'une copie des cartes d'identité au plus tard lors de la réunion de préparation. Le titulaire s'engage en outre à maintenir cette liste à jour. De la même manière, le titulaire remet à l'acheteur la liste des véhicules devant accéder au chantier ainsi qu'une copie des cartes grises correspondantes.

Les personnels du titulaire sont placés sous l'autorité du chef de chantier qualifié désigné conformément aux dispositions de l'article 6.2.6 du présent CCAP. Ce responsable est notamment chargé de la coordination des opérations au sein du bâtiment afin de réduire au minimum les perturbations pour les usagers.

Le personnel du titulaire doit obligatoirement être en possession des habilitations professionnelles requises pour la tâche qui lui est confiée.

Conformément à l'article 31.5.1 du CCAG/Travaux, le titulaire est tenu de faire porter par son personnel, dans l'enceinte du chantier et en permanence, un dispositif d'identification combinée de chaque personne et de son employeur. Par ailleurs, il est exigé une tenue vestimentaire correcte, propre, de couleur conventionnelle au corps d'état et identifiable à l'entreprise.

Le titulaire ou son personnel devant avoir accès aux locaux de l'acheteur sont soumis pendant la durée du marché aux mêmes règles de discipline que les agents de l'administration.

Le personnel doit présenter toutes les qualités de bonne tenue, de sobriété, de discrétion et doit respecter scrupuleusement les règles de sécurité, d'hygiène et appliquer les consignes particulières de sécurité et de circulation liées aux différents sites de l'acheteur. En aucun cas, il ne doit entretenir d'autres relations avec les occupants des bâtiments que celles nécessitées par la stricte exécution des besoins du service. Il doit en particulier, s'abstenir de tout commentaire touchant à la nature de ses interventions, l'information des occupants étant de la stricte compétence de l'acheteur ou de son représentant.

En conséquence, le titulaire du marché doit informer le personnel placé sous son autorité des diverses consignes de sécurité générales et particulières liées aux travaux en milieu occupé et contrôler fréquemment que ces consignes sont parfaitement connues et appliquées par les intéressés.

La non-application par le titulaire ou son personnel des mesures de sécurité prévues peut entraîner la résiliation du marché à ses torts dans les conditions définies à l'article 19 du présent CCAP.

L'acheteur se réserve le droit de demander, à tout moment, l'éviction de toute personne participant à l'exécution des prestations pour insubordination, incapacité ou défaut de probité.

8.3. / Obligations du titulaire vis-à-vis du coordonnateur SPS

8.3.1 / Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent document sous le nom de « coordonnateur SPS ».

8.3.2 / Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS informe le maître de l'ouvrage sans délai et par tous les moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers, le coordonnateur prend les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut à ce titre arrêter tout ou partie du chantier selon les modalités prévues à l'article 16.2.6 du présent CCAP.

8.3.3 / Moyens donnés au coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS) ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder sur le chantier ;
- les effectifs prévisionnels affectés au chantier, dans les 5 jours qui suivent la notification du marché ;
- les noms et les coordonnées de l'ensemble des sous-traitants. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS de :

- toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;

- ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement.

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage.

A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

8.4/ Obligations relatives aux mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Par application de l'article 6.1 du CCAG/Travaux, l'entrepreneur est tenu de respecter les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail ainsi que les dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

8.5/ Obligations du titulaire vis-à-vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 modifiant les dispositions du code du travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs et portant transposition de la directive du Conseil des communautés européennes n° 92-57 en date du 24 juin 1992.

8.6/ Obligations relatives au déroulement des travaux

Le titulaire intègre dans le processus de déroulement des opérations et ce sans pouvoir se soustraire à ses obligations de résultat, les contraintes liées au type de bâtiment, aux travaux en milieu occupé de manière à assurer en permanence la continuité de la sécurité du bâtiment et la continuité de l'activité normale du personnel de l'acheteur.

Le titulaire informe en temps réel le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre par courrier papier ou électronique de tous les événements susceptibles de modifier le déroulement convenu des opérations, de tous les événements significatifs dans le cadre d'un déroulement de chantier normal.

8.7/ Obligation de confidentialité

Le titulaire, ses salariés ou sous-traitants qui, à l'occasion de l'exécution du présent marché, ont reçu communication de renseignements, documents ou objets quelconques, sont tenus de maintenir confidentielle cette communication.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation de l'acheteur, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Il en est pareillement de tout renseignement de même nature parvenu à la connaissance du titulaire à l'occasion de l'exécution du marché.

Cette obligation s'étend à tous les renseignements de quelque nature que ce soit dont le titulaire et ses salariés ou sous-traitants auraient eu connaissance dans le déroulement du présent marché.

Le titulaire s'engage à considérer comme confidentiels toutes les connaissances techniques et le savoir-faire qui lui ont été ou qui lui seront fournis par l'acheteur. Le contenu du marché est également considéré comme confidentiel, ainsi que les échanges de courriers et d'informations entre les parties.

L'acheteur s'engage à respecter le caractère confidentiel des méthodes et procédés employés par le titulaire, et que celui-ci aurait signalés comme tels dans le cadre de l'exécution du présent marché, et à faire prendre le même engagement à son personnel intervenant dans ce cadre.

Le titulaire s'engage à informer ses salariés, par tout moyen à sa convenance, sur cette obligation de confidentialité.

Le titulaire s'engage à obtenir de ses éventuels sous-traitants un engagement écrit identique aux dispositions stipulées au présent article et à le(s) communiquer à l'acheteur.

En cas de manquement à l'obligation de confidentialité, c'est-à-dire relative à la discrétion, à la protection des données et au secret, le titulaire s'expose à la résiliation aux torts de la titulaire prévue à l'article 50.3.1 j du CCAG/Travaux.

ARTICLE 9/ PROVENANCE, QUALITE ET CONTROLE DES MATERIAUX ET PRODUITS

9.1/ Provenance des matériaux et produits

Le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Le titulaire met à disposition du MOA-MOE les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux mis en œuvre.

9.2/ Qualité, contrôle et essais des matériaux et produits

Les matériaux, produits et composants de construction doivent être conformes aux stipulations du CCTP et présenter les caractéristiques spécifiées, notamment les catégories, classes et niveaux de performances spécifiés par référence aux normes.

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG/Travaux et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Cas de normes françaises non issues de normes européennes

La conformité des produits à ces normes peut être remplacée par la preuve d'une conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres États parties à l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce, si ces normes sont reconnues comme équivalentes aux normes françaises spécifiées.

Cas de références à des marques de qualité française (marque NF ou autres)

Le titulaire propose au MOA-MOE des produits qui bénéficient de mode de preuves en vigueur dans d'autres États membres de l'Espace économique européen, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités par des organismes signataires des accords dits « E.A » (European accreditation) ou, à défaut, fournissant la preuve de leur conformité à l'EN 45011.

Le titulaire doit alors apporter au maître d'œuvre les éléments de preuve qui sont nécessaire à l'appréciation de l'équivalence.

Néanmoins, la norme française ou la marque de qualité française constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits, y compris si le maître d'ouvrage accepte de faire jouer la clause d'équivalence.

En complément à l'article 23 du CCAG/Travaux, toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre dans les 30 jours avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement ou mise en œuvre accompagnée de tous les éléments (échantillons, notices techniques, résultats d'essai, etc.) nécessaires à l'appréciation de l'équivalence du produit. La fourniture de ces documents, rédigés en langue française, est à la charge du titulaire.

Le MOA-MOE, après concertation avec l'acheteur, dispose d'un délai de 30 jours à compter de la réception de la demande d'équivalence accompagnée de l'ensemble des éléments justificatifs pour l'accepter ou la refuser. Son acceptation est fondée sur le respect des exigences définies dans la norme française ou dans le règlement de la marque de qualité, de l'avis technique, de l'homologation ou de l'agrément requis, qui constituent toujours la référence technique.

Tout produit pour lequel l'équivalence aurait été sollicitée et qui serait livré sur le chantier ou mis en œuvre sans respecter le délai précité est réputé contrevenir aux clauses du marché et doit donc être immédiatement retiré ou interrompu au frais du titulaire, sans préjudice des frais directs ou indirects de retard ou d'arrêt de chantier.

ARTICLE 10/ PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

10.1 / Période de préparation

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG/Travaux, il est fixé une période de préparation d'un délai de (4) mois, à compter de la date fixée par l'ordre de service qui en prescrit le commencement. Cette période est incluse dans le délai d'exécution du marché (cf. article 4.3 du présent CCAP).

La durée de la période de préparation peut être prolongée par ordre de service, sauf si la raison du retard éventuel

est imputable au titulaire ; l'ordre de service prolonge le délai d'exécution du marché de la même durée.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

- **Par les soins du MOA-MOE-OPC:**
 - élaboration, après consultation recollement des plannings des entrepreneurs, du calendrier détaillé d'exécution des travaux ;
 - désignation des lieux de dépôt provisoire des matériels et matériaux.
 - Validation des sous-traitant par la maîtrise d'ouvrage
- **Par les soins de l'entrepreneur :**
 - établissement et présentation au visa du maître d'ouvrage, au plus tard 10 jours avant l'expiration de la période de préparation, du programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrit par l'article 28.2 du CCAG/Travaux ;
 - établissement et présentation des plans d'exécution, notes de calcul et études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG/Travaux et à l'article 10.2 ci-dessous ;
 - établissement et remise au maître d'ouvrage de la liste nominative des personnels et des véhicules comme définie à l'article 8.2 ci-dessus.
 - Présentation des sous-traitants le cas échéant
 - Présentation des trames de PPSPS
 - Etablissement des plannings détaillés d'exécutions par le titulaire du marché concerné.

10.2 / Plans d'exécution – Notes de calcul – Etudes de détail

Établissement et transmission des documents

Tous les documents, plans, graphiques, notes de calcul permettant une parfaite compréhension des projets sont établis par le titulaire.

Celui-ci dispose d'un délai de 20 jours calendaires avant exécution, pour transmettre tous ces documents au maître d'œuvre et au contrôleur technique, pour visa.

Le MOA-MOE et le contrôleur technique disposent d'un délai de quinze (15) jours calendaires, à compter de leur réception, pour statuer sur ces documents et les renvoyer au titulaire avec leurs observations éventuelles.

Par dérogation à l'article 29 du CCAG/Travaux, les documents sont transmis en 2 exemplaires sous format papier et en 1 exemplaire sous format électronique.

Tous les documents sous format électronique doivent être sécurisés, identifiables et interopérables avec les logiciels dont dispose le maître d'ouvrage (format des documents : pdf, dwg, etc.).

Ces documents sont mis à jour par le titulaire avant chaque réunion de chantier et produits au cours de ces réunions de chantier.

Visa des documents transmis par le titulaire

- Absence de visa :

L'absence de visa peut résulter soit :

- de la non-conformité des documents transmis. Dans ce cas, le titulaire doit, de nouveau présenter pour visa, l'ensemble des documents, en conformité avec les spécifications techniques du présent marché ;
- d'observations formulées par le maître d'ouvrage ou par le contrôleur technique et nécessitant une correction par le titulaire. Dans ce cas, le titulaire doit, de nouveau présenter pour visa, les documents ayant fait l'objet d'une correction.

- Visa : la poursuite de l'étude ou l'exécution des ouvrages concernés est autorisée.

Tous les plans et documents ne comportant pas un visa d'acceptation du maître d'œuvre et du contrôleur technique sont considérés comme nuls et sans valeur ; le maître de l'ouvrage pouvant purement et simplement refuser les travaux correspondants et exiger la démolition de l'ouvrage aux frais du titulaire.

10.3 / Installation et organisation de chantier

10.3.1 / Installation de chantier

Les installations de chantier sont à la charge du titulaire. Elles sont soumises à l'approbation du maître d'œuvre et au CSPS pour tout ce qui concerne l'implantation, la sécurité.

Des locaux à usage de vestiaire et des sanitaires sont mis à disposition des personnels. Le titulaire doit maintenir ces locaux en parfait état de propreté.

Le titulaire est tenu de se conformer aux dispositions du CCTP.

10.3.2 / Stockage et manutention

Le stockage du matériel est effectué exclusivement dans les zones définies en accord avec le représentant de la maîtrise d'ouvrage.

Un état des lieux contradictoire est effectué avec le maître d'œuvre. L'utilisation des aires de stockage est placée sous la seule responsabilité du titulaire et doit être conforme au règlement de sécurité intérieur du bâtiment.

Le titulaire prend toutes les dispositions d'approvisionnements journaliers pour les matériaux classés inflammables ou toxiques ainsi que pour les équipements ne pouvant être stockés dans des aires de stockage.

L'agencement de ces aires de stockage fait l'objet de la validation du maître d'œuvre. Il est à la charge de l'affectataire.

La remise en état des lieux après travaux est à la charge de chaque titulaire.

Les tailles et les poids des matériels livrés et enlevés sont adaptés aux caractéristiques de l'environnement existant et notamment des lieux de stockage.

Le titulaire est équipé d'engins de manutention réglementaires en parfait état et en nombre suffisant.

Le titulaire doit enlever au plus tard de façon hebdomadaire à ses frais les déchets, débris, emballages ou autres provenant de l'exécution des travaux et maintenir les lieux le plus propre possible. S'il se dérobaît à cette obligation, cet enlèvement serait fait à la demande de l'acheteur et aux frais du titulaire.

La cadence de livraison et d'enlèvement doit être adaptée au rythme d'avancement des travaux de manière à ne pas encombrer les aires de livraison.

10.3.3 / Mesures particulières relatives à la sécurité et à l'hygiène sur le chantier

Conformément à l'article 31.4 du CCAG/Travaux, le titulaire prend sur son chantier toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter les accidents, tant à l'égard de l'acheteur, de ses personnels qu'à l'égard des tiers. Il est tenu d'observer tous les règlements et consignes de l'autorité compétente.

A cet effet, le titulaire s'engage à utiliser du personnel spécialisé qualifié et habilité, afin de réaliser les travaux qui lui incombent en toute sécurité et suivant les règles de l'état de l'art. De même, le titulaire garantit la conformité de son matériel conformément à la réglementation en vigueur ainsi que le suivi, l'entretien et les contrôles périodiques obligatoires.

Il prend les précautions pour éviter que les travaux ne causent un danger aux tiers, notamment pour la circulation publique. Il prend les dispositions pour assurer l'hygiène des installations du chantier destinées au personnel, notamment par l'établissement des réserves de voirie, d'alimentation en eau potable et d'assainissement.

Le titulaire doit prendre toutes dispositions pour réduire au maximum les nuisances de chantier et respecter ainsi la réglementation en vigueur à ce sujet.

Ces nuisances concernent essentiellement :

- les bruits de chantier ;
- les poussières générées ;
- la gêne causée à la circulation aux abords du chantier.

Le titulaire doit impérativement :

- équiper son personnel afin qu'il puisse intervenir en toute sécurité ;
- définir précisément les conditions d'utilisation du matériel afin de ne pas détériorer les équipements et leurs accessoires sur lesquels il intervient ou se situant à proximité du lieu d'intervention ;
- mettre en place les balisages et signalisations nécessaires, limitant ou interdisant tous passages dans la zone exposée (toute fourniture à la charge du titulaire) ;
- protéger l'ensemble des équipements se trouvant à proximité et sur le lieu de l'intervention (tout moyen de protection à la charge du titulaire).

10.3.4 / Utilisation des installations électriques

Les installations électriques, définies en phase de préparation de chantier, sont mises à disposition de

l'entrepreneur par le titulaire.

Il est formellement interdit d'utiliser le réseau électrique du site en dehors des strictes installations de chantier mises à disposition du titulaire.

Tout branchement pour l'utilisation d'équipements ou d'outillages électriques est réalisé en accord avec le maître d'œuvre.

10.3.5 / Traitement des déchets de chantier

Afin que le maître d'œuvre puisse s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, le titulaire lui fournit les éléments de cette traçabilité, notamment grâce à l'usage de bordereaux de suivi des déchets de chantier.

Ainsi, le titulaire remet au maître de l'ouvrage et au maître d'œuvre les constats d'évacuation des déchets signés contradictoirement par le titulaire et les gestionnaires des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets.

Pour les déchets dangereux, l'usage d'un bordereau de suivi conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire.

10.3.6 / Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Conformément aux dispositions de l'article 37 du CCAG/Travaux, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le titulaire procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le maître de l'ouvrage pour l'exécution des travaux.

A la fin des travaux, et au plus tard avant la date des opérations préalables à la réception, le titulaire du marché doit avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire conformément aux dispositions prévues à l'article 16.2.1 du présent document.

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution des travaux.

10.4 / Coordination des travaux

10.4.1 / Réunions de chantier

En complément des réunions de préparation prévues ci-dessus, le titulaire est tenu d'assister aux réunions de chantier initiées par le maître d'œuvre et cela autant de fois que nécessaire pendant toute la période d'exécution des travaux.

Il peut se faire représenter par toute personne qualifiée et ayant pouvoir de décision.

Les réunions de chantier ont pour objet de :

- formaliser la situation d'avancement des travaux ;
- caractériser les procédures inhérentes aux travaux en milieu occupé et leur mode d'application ;
- confirmer l'application des décisions prises au cours des réunions précédentes et les décisions prises par le maître de l'ouvrage.

Chaque réunion de chantier fait l'objet d'un compte-rendu élaboré par le maître d'œuvre et diffusé en nombre suffisant au titulaire du marché.

Les observations figurant au compte-rendu sont contractuelles. Si le compte-rendu ne fait l'objet d'aucune contestation au plus tard dans les 5 jours ouvrés suivant sa réception soit par lettre recommandée avec accusé de réception, soit par courrier électronique, les dispositions qui y sont décrites sont considérées comme acceptées sans aucune réserve.

Le titulaire met tout en œuvre pour que les demandes formulées au cours des réunions de chantier soient traitées dans un délai maximum de 10 jours ouvrés. Le cas échéant, des pénalités pourront être appliquées.

10.4.2 / Réunion OPC

En complément des réunions de chantier prévues ci-dessus, le titulaire est tenu d'assister aux réunions OPC initiées par l'OPC et cela autant de fois que nécessaire pendant toute la période d'exécution des travaux.

Il peut se faire représenter par toute personne qualifiée et ayant pouvoir de décision.

Les réunions OPC ont pour objet de :

- identifier les risques de dépassement des délais d'exécution, les correctifs pouvant être apportés et, le cas échéant, redéfinir le planning d'exécution ;
- caractériser le phasages des procédures inhérentes aux travaux en milieu occupé et leur mode d'application ;
- confirmer l'application des décisions prises au cours des réunions précédentes et les décisions prises par le maître de l'ouvrage.

Chaque réunion OPC fait l'objet d'un compte-rendu élaboré par l'OPC et diffusé en nombre suffisant au titulaire du marché.

Les observations figurant au compte-rendu sont contractuelles. Si le compte-rendu ne fait l'objet d'aucune contestation au plus tard dans les 5 jours ouvrés suivant sa réception soit par lettre recommandée avec accusé de réception, soit par courrier électronique, les dispositions qui y sont décrites sont considérées comme acceptées sans aucune réserve.

Le titulaire met tout en œuvre pour que les demandes formulées au cours des réunions de chantier soient traitées dans un délai maximum de 10 jours ouvrés. Le cas échéant, des pénalités de retard pourront être appliquées dans les conditions prévues au présent CCAP.

10.4.3 / Registre de chantier

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG/Travaux, un registre de chantier est mis en place par le coordinateur SPS, lequel est signé contradictoirement par lui et par le titulaire.

10.5 / Documents à remettre par le titulaire

Au cours de l'exécution du chantier, le titulaire produit notamment les documents suivants :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ;
- les permis-feu établis quotidiennement, et signés par le responsable sécurité de l'acheteur ;
- les bordereaux de suivi de déchets avant évacuation pour signature par le maître d'œuvre et le représentant du maître de l'ouvrage.

ARTICLE 11/ CONTROLE, RECEPTION ET GARANTIE DES TRAVAUX

11.1 / Essais et contrôles des ouvrages

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules du CCTG ou par le CCTP sont assurés par l'entrepreneur et vérifiés par le maître d'ouvrage.

Le titulaire informe par voie électronique le maître d'œuvre, ainsi que le maître de l'ouvrage, de la date à partir de laquelle il estime que les travaux peuvent être contrôlés par celui-ci.

Le titulaire a, au préalable, procédé au minimum à la révision minutieuse des ouvrages exécutés, aux essais de sécurité et vérifications de fonctionnement des installations.

Le maître d'œuvre assisté du contrôleur technique procède aux vérifications de la conformité des ouvrages réalisés par rapport aux dispositions prévues au présent marché et informe le titulaire, par courrier électronique de ses éventuelles observations.

La mise en service des ouvrages peut être refusée par le maître de l'ouvrage et/ou l'organisme de contrôle et ce aux torts exclusifs du titulaire, en cas de constat de non achèvement des travaux, d'observations majeures pouvant entraîner des risques pour la sécurité des usagers ou de non remise du dossier des ouvrages exécutés.

Dans ce cas, le titulaire doit tout mettre en œuvre pour lever les observations dans les plus courts délais et informer le maître d'œuvre par courrier électronique de la date à laquelle il estime que l'installation pourra être mise en service.

11.2 / Réception

En cas de déroulement des travaux en phases successives, la prise de possession par le maître de l'ouvrage, avant l'achèvement des travaux, de certains ouvrages ou parties d'ouvrages, peut être précédée de réceptions partielles par zone d'alarme et par bâtiment. Celles-ci se déroulent conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG/Travaux. Toute mise à disposition ou occupation anticipée d'ouvrage fait l'objet d'un état des lieux contradictoire, consigné dans un procès-verbal signé du maître d'ouvrage et du titulaire. Ce constat doit notamment faire mention des réserves de réceptions levées ou restant à lever à la date du constat.

En conséquence, pour les ouvrages ou parties d'ouvrages ayant donné lieu à une réception partielle, le délai de garantie court à compter de la date d'effet de cette réception partielle.

11.3 / Documents fournis après exécution

Les modalités de présentation des documents à fournir après exécution ne font l'objet d'aucune stipulation particulière et seront conformes aux dispositions de l'article 40 du CCAG/Travaux.

Toutefois, par dérogation à l'article 40 du CCAG/Travaux, l'ensemble de ces documents doit être fourni, sous forme de tirage en deux exemplaires sur support papier et en un exemplaire sur support informatique (CD-ROM, clé USB, etc.), sauf dispositions particulières contraires figurant au CCTP.

En cas de non-respect du délai, il peut être appliqué une pénalité pour retard dans la remise des documents en application de l'article 16 du présent CCAP.

11.4 / Délais de garantie de « parfait achèvement »

Le délai de garantie est fixé à douze (12) mois à partir de la date de réception des travaux.

L'entrepreneur est tenu, pendant ce délai, à une obligation de « parfait achèvement », conformément aux dispositions de l'article 44.1 du CCAG/Travaux.

Durant cette année, le titulaire devra remplacer à ses frais toutes les pièces qui viendraient à manquer par vice de construction, défaut de matière, vice de montage, usure anormale, sauf dans le cas d'une utilisation défectueuse.

Si, pendant le délai de garantie, une avarie dont la réparation incombe au titulaire survient, un procès-verbal détaillé est dressé par le maître d'œuvre et notifié au titulaire pour exécution. Si le titulaire n'effectue pas la réparation ou le remplacement dans le délai fixé par le maître d'œuvre, elle est alors réalisée par un autre prestataire aux frais de l'entreprise défaillante.

ARTICLE 12/ PRIX ET MODE DE DEVOLUTION DES OUVRAGES

12.1 / Montant du marché

Le montant du marché correspond à la somme des prix forfaitaires de la décomposition du prix global et forfaitaire, jointe en annexe à l'acte d'engagement du présent marché.

12.2 / Prix du marché

12.2.1 / Forme des prix

Le marché est passé à prix global et forfaitaire, conformément au cadre de la décomposition du prix global et forfaitaire annexé à l'acte d'engagement du présent marché.

L'unité monétaire est l'euro.

Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est celui en vigueur au moment de l'exécution des travaux, objet du présent marché. Il est égal à 0 % à Mayotte.

12.2.2 / Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses et sujétions normalement prévisibles dans les conditions de

temps et de lieux où s'exécutent les travaux objets du présent marché.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes. Ils sont notamment réputés inclure la totalité des fournitures, main d'œuvre et prestations diverses nécessaires à la complète exécution des ouvrages, y compris tout accessoire et sujétion de toute nature.

Ils comprennent notamment les frais résultant :

- des sujétions d'exécution exposées dans le CCTP ;
- des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des différentes interventions ;
- des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé des travailleurs ;
- des dépenses liées aux mesures particulières concernant le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets conformément à la législation en vigueur ;
- des contrôles techniques, thermiques, acoustiques, des essais de vérification du bon fonctionnement des installations ;
- des sujétions liées au site du chantier (accès, environnement, stockage des approvisionnements, à la proximité des bâtiments en service) ;
- des dispositions et précautions à prendre par le titulaire pendant la durée des travaux pour atténuer la gêne occasionnée au personnel de l'acheteur ;
- des primes d'assurance souscrites, des taxes de toute sorte ;
- des indemnités professionnelles diverses versées par le titulaire à ses employés ;
- des frais de transport des matériaux et du personnel ;
- de l'établissement des plans de récolement, des notices d'entretien, d'utilisation et d'exploitation des installations ;
- de l'exécution des trous, scellements et raccords nécessaires à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché ;
- des matériels, échelles, échafaudages, outillages de toute nature nécessaires à la réalisation des ouvrages et à l'exécution des interventions ;
- des protections de toute nature définies dans le CCTP (fourniture, mise en œuvre et repli) ;
- des sujétions liées à l'exécution des travaux en milieu occupé ou découlant du maintien de l'activité des services de l'acheteur dans les locaux où sont effectués les travaux ;
- du démontage et de l'enlèvement des matériels existants ;
- de la fourniture, mise en œuvre et repli des protections de toutes natures définies dans le CCTP ;
- des difficultés d'exécution pour embarras des meubles, du fait d'accès rendus difficiles ou pour toute autre raison entraînant une sujétion spécifique.
- les surcoûts de travail en plusieurs équipes successives si nécessaire, les samedis, dimanches et jours fériés, ainsi que les travaux de nuit rendus obligatoires pour des raisons internes au fonctionnement de l'établissement (livraisons, coupures, bascules, etc).

Les dépenses afférentes aux consommations des fluides et énergies (hors branchement) nécessaires aux installations sont assumées par l'acheteur.

En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants, les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des sous-traitants ainsi que les conséquences de ces défaillances.

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors T.V.A.

Les montants des avances et du solde sont assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.) selon les taux et les règles en vigueur au moment de l'exécution des travaux, objets du présent marché.

12.2.3 / Nature et révision des prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-dessous :

Les prix du présent marché sont réputés être établis aux conditions économiques du mois de réception de l'offre (mois zéro).

Les prix du présent marché sont fermes et actualisables selon les modalités fixées aux alinéas suivants du présent document.

12.2.3.1 / Index de référence

L'index de référence BT, choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prix des travaux est le suivant :

Index du bâtiment - Tous corps d'état	BT 01 M
---------------------------------------	---------

Cet indice est publié sur le site internet de l'INSEE : <https://www.iedom.fr/Indice-des-prix-du-secteur-de-la-construction-1er-trimestre-2024>

12.2.3.2 / Modalités de révision des prix

Sans objet.

ARTICLE 13/ MODALITES DE REGLEMENT

13.1 / Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants ;
- au titulaire mandataire, ses co-traitants et leurs sous-traitants.

13.2 / Décomptes et acomptes mensuels

Conformément aux articles 12.1 et 12.2 du CCAG/Travaux, le règlement des comptes du marché se fait par des acomptes mensuels et un solde établis et réglés comme il est indiqué ci-dessous.

Décompte mensuel

Avant la fin de chaque mois, l'entrepreneur remet au maître d'œuvre sa demande de paiement sous la forme d'un projet de décompte mensuel.

Ce projet de décompte, accompagné de tous les éléments justificatifs, est adressé au maître d'œuvre via courrier électronique.

En original :

Ce projet de décompte mensuel, établi à partir des prix de base indiqués dans le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire indique le montant total des sommes auxquelles l'entrepreneur peut prétendre compte tenu de l'exécution du marché et, le cas échéant, le décompte mensuel précédent.

Chaque projet de décompte mensuel doit mentionner les mentions obligatoires suivantes :

- la date et le numéro de l'état d'acompte mensuel ;
- les références du marché (dénomination complète) ;
- les références de l'ordre de service correspondant ;
- le n° SIRET, le nom et l'adresse du titulaire ;
- sa domiciliation bancaire (n° identique à celui précisé sur l'acte d'engagement) ;
- la désignation des prestations ;
- le montant en euros, HT et TTC, des prestations exécutées ;
- la période d'exécution de la prestation ;
- le taux et le montant de la T.V.A. en vigueur.

Ce dernier est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre ; il devient alors le décompte mensuel.

Etat d'acompte mensuel

Le maître d'œuvre dresse alors l'état d'acompte, à partir du décompte mensuel, faisant ressortir le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur.

Les états d'acompte mensuels doivent être accompagnés du document dressé par le maître d'œuvre et établissant un constat contradictoire de l'exécution des travaux pour lesquels il est demandé un paiement.

Le maître d'œuvre notifie par ordre de service l'état d'acompte mensuel et propose à l'acheteur de régler les sommes qu'il admet.

Dans l'hypothèse où le projet de décompte établi par l'entrepreneur a été modifié par le maître d'œuvre, celui-ci joint à l'état d'acompte mensuel le projet de décompte ayant servi de base à son calcul.

En cas de contestation sur le montant de l'acompte, le représentant du pouvoir adjudicateur règle les sommes admises par le maître d'œuvre. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande de paiement présentée par le titulaire.

13.3 / Décompte final et général

Décompte final

Après l'achèvement des travaux, le titulaire dresse le projet de décompte final établissant le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché dans son ensemble, son évaluation étant faite en tenant compte des prestations réellement exécutées.

Le projet de décompte final doit être établi par l'entrepreneur, en 3 exemplaires, dans les conditions prévues à l'article 12.3 du CCAG/Travaux. Il doit être transmis simultanément au maître d'œuvre et au représentant du maître d'ouvrage, par tout moyen permettant de donner une date certaine, dans les 30 jours qui suivent la date de notification de la décision de réception des travaux.

En cas de retard dans la transmission du projet de décompte final par le titulaire, et après mise en demeure restée sans effet, le maître d'œuvre établit d'office le décompte final aux frais du titulaire. Ce décompte final est alors notifié au titulaire avec le décompte général défini ci-après.

Le maître d'œuvre accepte ou rectifie le projet de décompte final établi par le titulaire. Le projet accepté ou rectifié devient le décompte final.

Décompte général

Sur la base du décompte final, le maître d'œuvre établit alors le projet de décompte général conformément à l'article 12.4 du CCAG/Travaux.

Après signature du représentant du maître d'ouvrage, le projet de décompte général devient le décompte général et est notifié par l'acheteur à l'entrepreneur. Ce dernier doit, dans les délais prévus à l'article 12.4.3 du CCAG/Travaux, transmettre à l'acheteur avec copie au maître d'œuvre, ce décompte général revêtu de sa signature, avec ou sans réserves.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG/Travaux, si le représentant du maître d'ouvrage ne notifie pas au titulaire dans les délais indiqués à l'article 12.4.2 du CCAG/Travaux le décompte général signé, celui-ci adresse au représentant du maître d'ouvrage une mise en demeure d'y procéder. L'absence de notification au titulaire du décompte général signé par le représentant du maître d'ouvrage dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la mise en demeure, autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif compétent.

Si le décompte général est notifié au titulaire postérieurement à la saisine du tribunal administratif, le titulaire n'est pas tenu en cas de désaccord, de présenter le mémoire en réclamation mentionné à l'article 55.1.1 du CCAG/Travaux.

A compter de la date d'acceptation du décompte général par le titulaire, ce document devient le décompte général et définitif, et ouvre droit au paiement du solde.

La date de réception du décompte général et définitif par l'acheteur constitue le point de départ du délai global de paiement.

13.4 / Règlement du prix des modifications dans l'importance ou dans la consistance des travaux

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de diminuer la masse des travaux, d'augmenter celle-ci et d'apporter toutes modifications qu'il jugera utiles, sous les conditions définies aux articles 14 et 15 du CCAG/Travaux.

Les ordres de service correspondants, numérotés et datés sont notifiés à l'entrepreneur.

13.5 / Règlement du prix des prestations supplémentaires ou modificatives

Les travaux non prévus initialement et dont la réalisation ou la modification est décidée par ordre de service et pour lesquels le marché ne prévoit pas de prix sont exécutés conformément à l'article 13 du CCAG/Travaux.

13.6 / Mode de paiement

Les états d'acompte mensuels, accompagnés du certificat de paiement du maître d'œuvre, ainsi que tous éléments justificatifs sont émis en un original.

L'acheteur se libère des sommes dues en exécution du présent marché, en faisant porter le montant dû au crédit du compte bancaire ouvert au nom du titulaire.

Les factures sont ensuite obligatoirement adressées sous forme électronique directement dans le portail « Chorus-factures de l'Etat » à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour une aide à l'utilisation de cette fonctionnalité, un guide utilisateur ainsi que les éléments descriptifs, le kit de raccordement technique et les spécifications du format normalisé d'échange sont disponibles à cette même adresse.

En cas de changement de raison sociale ou de RIB, le titulaire est tenu d'en informer expressément les services émetteurs par courrier postal ou courrier électronique.

13.7 / Délais de paiement et intérêts moratoires

Le délai global de paiement court à compter de la réception de la demande de paiement mensuelle du titulaire par le maître d'œuvre.

Conformément à l'article R2192-10 du Code de la commande publique, le règlement des prestations intervient par virement administratif dans un délai maximum de trente (30) jours à compter de la date de réception par le maître d'œuvre du projet de décompte mensuel établi par le titulaire, sous réserve des conditions suivantes :

- prestations reconnues conformes en tous points aux engagements ;
- aucune erreur ou anomalie relevée lors de la vérification de la facture.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité :

- des intérêts moratoires, dont le taux égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage
- une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante (40) euros.

Ce délai peut être suspendu dans les conditions décrites au décret cité ci-dessus, si le représentant du pouvoir adjudicateur constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

13.8 / Paiement des sous-traitants (directs ou indirects)

13.8.1 / Désignation de sous-traitants en cours de marché

Le titulaire peut confier l'exécution de certaines parties des prestations du marché à un ou à plusieurs sous-traitants, à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement fixées par les articles R2193-1 à R2193-16 du code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure responsable de l'exécution de toutes les obligations du marché.

Aux fins d'acceptation du sous-traitant, le titulaire adresse à l'acheteur, par lettre recommandée avec accusé de réception, une déclaration contenant l'ensemble des renseignements figurant à l'article R. 2193-1 du Code de la

commande publique.

Aux fins d'acceptation du sous-traitant, le titulaire adresse à l'acheteur, par lettre recommandée avec accusé de réception, une déclaration contenant l'ensemble des renseignements figurant à l'article R2193-1 du code de la commande publique, à savoir :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie.

L'ensemble de ces informations sont constituées par la fourniture :

De la déclaration de sous-traitance complétée (formulaire DC4 pouvant être téléchargé gratuitement sur le site Internet de l'acheteur des finances et des comptes publics : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ;

De la preuve de l'enregistrement du sous-traitant : l'extrait K bis du registre du commerce et des sociétés datant de moins d'un an ou, à défaut, l'un des documents visés aux articles D. 8222-5-2 ou D. 8222-5-1°-b du code du travail

D'un RIB de l'entreprise.

En plus, le titulaire doit joindre, pour chaque sous-traitant :

- une attestation d'assurance « décennale » en cours de validité ;
- les références de chaque sous-traitant pour des opérations équivalentes ;
- les qualifications professionnelles et habilitations requises pour les travaux à exécuter ;
- le plan particulier de sécurité et de protection de la santé conformément à l'article L. 4532-9 du code du travail.

Le titulaire établit, en outre, qu'aucune cession, ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, en produisant soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatées par un acte spécial signé par l'entrepreneur principal et par l'acheteur. Le silence de l'acheteur gardé pendant vingt-et-un jours à compter de la réception de cet acte spécial de sous-traitance vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Remarque : en cas de sous-traitance, l'entreprise principale, titulaire du marché, demeure personnellement responsable vis à vis de l'acheteur de l'exécution de toutes les prestations résultant du marché, y compris les prestations sous-traitées. En particulier, le titulaire du marché assure la pleine et entière responsabilité des prestations sous-traitées, le suivi et la coordination des opérations, le respect des consignes de sécurité par le sous-traitant, les éventuels recours en garantie, la continuité des opérations en cas de défaillance du sous-traitant. L'ensemble de ces prestations est intégré au coût initial du marché et ne fait pas l'objet d'une facturation supplémentaire.

13.8.2 / Modalités de paiement direct

Le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur, a droit au paiement direct, pour la partie du marché dont il assure l'exécution, dès lors que le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de paiement pour donner son accord ou notifier son refus (motivé) au regard de son contenu, d'une part au sous-traitant, et d'autre part, à l'acheteur.

Parallèlement, le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'acheteur accompagnée des factures originales libellées au nom du titulaire et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande.

L'acheteur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant. Il procède ensuite au paiement des sommes dues, conformément aux modalités décrites au présent CCAP. Il informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

Les sommes figurant sur la demande de paiement tiennent compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix et incluent la T.V.A (égale à 0 % à Mayotte).

ARTICLE 14/ CLAUSES ENVIRONNEMENTALE ET D'INNOVATION / VALORISATION

14.1 / Clause environnementale

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement.

Le titulaire prend en compte les impacts environnementaux de son activité pour l'ensemble des prestations objet du présent marché, des travaux préparatoires jusqu'aux finitions.

Conformément à son offre, il s'engage à réduire les atteintes à l'environnement (consommation de ressources naturelles, production de déchets, pollution air / eau / sol, limitation des émissions de CO₂, etc.), ainsi que les nuisances ressenties par les usagers aux abords du chantier (diminution des nuisances relatives à la poussière, au bruit, au stationnement, aux salissures, à la circulation, etc.).

À cet effet, il veille à limiter la pollution des sols et des eaux, à optimiser la gestion des déchets (notamment par la limitation de leurs volumes et de leurs quantités, l'organisation de leur collecte et la traçabilité de leur traitement), et à utiliser des produits écologiques (écolabellisés de préférence, recyclés et/ou recyclables).

Il peut proposer toute démarche d'amélioration continue en cours d'exécution du marché (par exemple : les formations de personnel aux questions environnementales liées à l'objet du marché).

14.2 / Clause d'innovation et de valorisation de l'implication de l'entreprise

Tout au long de l'exécution contractuelle, le titulaire informe l'acheteur des innovations recensées dans son domaine d'activité (nouveaux produits, nouveaux savoir-faire, etc.).

L'acheteur et le titulaire peuvent décider, d'un commun accord, d'expérimenter certaines de ces innovations dans le cadre du présent marché.

L'« innovation » est définie comme :

- l'utilisation de produits ou services nouveaux commercialisés depuis moins de 3 ans ;
- l'utilisation de produits ou services pour lesquels des activités d'innovation sont encore nécessaires, mais qui pourraient être proposée à l'occasion du présent marché ;
- les activités de recherche et développement nécessaires à la conception d'une solution ou d'un nouveau produit.

Ces innovations, mises en œuvre conjointement pour répondre au besoin de l'acheteur, sont susceptibles de faire l'objet d'une valorisation, notamment auprès de la Direction des achats de l'État (DAE).

ARTICLE 15/ CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

15.1 / Avance

Sauf renonciation expresse de la titulaire portée à l'acte d'engagement, une avance de 30 % est versée au titulaire dans les conditions prévues aux articles R2191-3 et suivants du Code de la commande publique.

Cette avance s'applique sur le montant initial TTC du marché tel que défini dans le cadre de la décomposition du prix global et forfaitaire annexé à l'acte d'engagement ; et elle n'est due que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance, que le sous-traitant ait demandé ou non à bénéficier de l'avance.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans un délai maximum de 30 jours à partir de la notification de l'acte portant commencement d'exécution du marché au titre duquel est accordée cette avance, à savoir l'ordre de service prescrivant le démarrage de la période de préparation.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant cumulé des prestations exécutées qui figure à un décompte mensuel, atteint ou dépasse 65 % du montant des travaux au titre desquels est accordée cette avance. Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, à titre d'acompte ou de solde.

Conformément aux dispositions de l'article R2191-9 du Code de la commande publique, l'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiant du paiement direct lorsque le montant des travaux dont ils sont chargés est au moins égal au seuil fixé par le Code de la commande publique pour le versement de l'avance.

Le versement de cette avance et son remboursement sont effectués selon les modalités précitées.

Dans le cas d'un groupement où les travaux ne font pas l'objet d'un paiement à un compte unique, le calcul du montant de l'avance est fait pour chaque part de marché faisant l'objet d'un paiement individualisé.

15.2 / Nantissement

Le présent marché pourra être nanti dans les conditions prévues aux articles R2191-45 et suivants du Code de la commande publique.

ARTICLE 16/ PENALITES

Sauf indication contraire, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG/Travaux, elles sont cumulables, dans la limite de 20% du montant forfaitaire HT du marché. En cas de dépassement, le marché peut être résilié, sans mise en demeure, dans les conditions définies à l'article 19 du présent document.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG/Travaux, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités du fait de leur faible montant.

Le titulaire a connaissance du montant des pénalités à verser par voie de lettre recommandée avec accusé de réception ou par messagerie sécurisée via la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE).

Les pénalités seront directement imputées sur les sommes dues au titre de prestations déjà effectuées si elles n'ont pas été payées ou sur les sommes dues au titre des prestations à venir jusqu'à apurement du solde.

Dans l'hypothèse où l'ensemble des sommes dues au titulaire a été versé, les pénalités feront l'objet d'un titre de recette lors de l'établissement du décompte général.

L'application des pénalités ne fait pas obstacle aux mesures prévues à l'article 19 du présent CCAP sur la résiliation.

16.1 / Pénalités de retard

16.1.1 / Retard dans l'achèvement des travaux

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG/Travaux, en cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution des travaux dans les délais prévus dans le calendrier d'exécution mis au point avec le maître d'œuvre, l'entrepreneur encourt une pénalité de 1/1 000 du montant H.T de l'ensemble du marché par jour calendaire de retard (y compris samedi, dimanche et jours fériés).

Passé un délai de dix (10) jours ouvrés de retard, l'acheteur peut décider de résilier le présent marché, de plein droit aux torts du titulaire, sauf si les retards sont imputables à l'acheteur.

Le titulaire est dégagé de toute responsabilité si les retards sont la conséquence de faits relevant de la force majeure ou de cas fortuits, dans les termes de l'article 1218 du code civil, et de faits qui engagent la responsabilité de l'acheteur.

16.1.2 / Retard dans la transmission des documents

Sans objet.

16.1.3 / Retard dans la levée des réserves et observations

Les réserves, remarques et observations formulées par le maître d'ouvrage doivent être levées dans un délai maximum de 15 jours ouvrés après leur signification au titulaire par lettre simple ou par lettre recommandée avec accusé de réception ou via la Plate-forme des achats de l'Etat (PLACE).

En cas de non-respect du délai admis, une pénalité équivalant à 1/1000 du montant HT du marché s'applique par jour calendaire de retard.

16.2 / Autres pénalités

En complément des stipulations de l'article 19.2 du CCAG/Travaux, et par dérogation, les pénalités suivantes seront appliquées et retenues sur le décompte mensuel du titulaire :

16.2.1 / Défaut d'exécution des opérations de nettoyage du chantier

A défaut d'exécution des opérations de nettoyage prescrites au présent marché et après mise en demeure infructueuse, les déblais, installations, matériels et matériaux seront transportés aux décharges publiques et le nettoyage assuré par une entreprise spécialisée, sans préjudice de l'application de la pénalité visée à l'article 16 du présent CCAP.

Les frais occasionnés par ces opérations sont à la charge du titulaire et sont retenus sur le montant du décompte définitif.

Les nettoyages supplémentaires rendus nécessaires en cours de chantier par la négligence du titulaire sont exigés par le maître d'ouvrage. En cas de retard dans l'exécution de ces nettoyages, ceux-ci sont effectués par une entreprise spécialisée et les frais correspondants sont retenus sur le montant de la commande.

16.2.3 / Absence ou retard non justifié aux réunions de chantier

Une pénalité de 250 euros HT est appliquée en cas d'absence non justifiée du titulaire aux réunions de chantier hebdomadaires.

Une pénalité de 100 euros HT est appliquée en cas de retard supérieur à 30 minutes non justifié du titulaire aux réunions de chantier hebdomadaires.

16.2.4 / Sous-traitance occulte

Dans le cas où l'acheteur, ou des personnes mandatées par lui, seraient amenées à constater la présence sur le chantier de personnels d'une entreprise en situation de sous-traitance occulte (non déclarée au maître de l'ouvrage ou non agréée par lui), l'entreprise titulaire du marché au titre duquel les travaux seraient réalisés encourt une pénalité de mille (1 000) euros HT par jour d'infraction constatée jusqu'à l'acceptation par le maître d'ouvrage des sous-traitants irrégulièrement employés, ceci nonobstant les mesures coercitives prévues par le CCAG/Travaux.

16.2.5 / Non-respect de la réglementation en matière de tri des déchets

En cas de non-respect de la réglementation en vigueur en matière de tri des déchets de chantier, l'entreprise en infraction encourt une pénalité fixée à 200 euros HT par jour calendaire de retard dans la prise en compte de ladite réglementation.

16.2.6 / Non-respect des observations du coordonnateur SPS

Si les observations du coordonnateur SPS ne sont pas suivies d'effet dans le délai prescrit par ce dernier, le retard constaté est assimilable à un retard d'exécution et pénalisé suivant les dispositions de l'article 16 du présent CCAP.

Le constat de retard par le coordonnateur SPS est notifié par courrier postal ou électronique au titulaire.

Si en cas de risques graves et imminents, le coordonnateur SPS ayant ordonné l'arrêt d'une activité, l'entreprise concernée ne s'y conforme pas, celle-ci se verra appliquer une pénalité forfaitaire de mille (5 000) euros HT par jour calendaire de poursuite de l'activité incriminée.

ARTICLE 17/ DOCUMENTS A PRODUIRE AU COURS DE L'EXECUTION DU MARCHE

17.1 / Assurance

Le titulaire doit être couvert par une police d'assurance en cours de validité le garantissant contre les conséquences pécuniaires de tout dommage corporel, incorporel, mobilier ou immobilier, consécutif ou non consécutif, engageant :

- sa responsabilité civile ou celle de son personnel et causé par la conduite des prestations prévues par le présent marché ou les modalités de leur exécution ;
- sa responsabilité au titre des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-3 et 1792-4.1 du Code civil.

Il lui appartient, en conséquence, de contracter toutes polices d'assurance nécessaires à la couverture des risques encourus dont il a apprécié la portée du fait du marché. Les garanties souscrites doivent être suffisantes eu égard à l'ampleur des prestations à réaliser et dont il peut être déclaré responsable. Elles doivent être sans limite pour les dommages corporels.

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG/Travaux, le titulaire retenu doit communiquer à l'acheteur une attestation en cours de validité de sa compagnie d'assurance, indiquant les responsabilités couvertes avec les plafonds de garantie pour chaque type de responsabilité.

Il doit ensuite produire, à toute demande de l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie. Si cette attestation ne couvre pas la durée du marché, le titulaire s'engage à produire la ou les attestation(s) nécessaire(s) à la couverture de la durée totale du marché.

Les franchises souscrites par le titulaire restent à sa charge exclusive.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Dans le cas où l'entrepreneur manquerait à ses obligations de contracter ou de maintenir en état de validité toute assurance mentionnée ci-dessus, le maître de l'ouvrage, sans qu'il soit besoin d'une sommation, ni mise en demeure, sera en droit de contracter lui-même cette assurance ou de la maintenir en état de validité et d'intervenir comme payeur direct. Les frais correspondants seront retenus sur les situations d'acomptes et seront réservés aux assureurs dans les conditions prévues aux polices d'assurance.

17.2 / Justificatifs sociaux

En application des articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8254-4 du Code du travail, le titulaire produit tous les 6 mois à compter de la date de signature du marché par la Personne publique et jusqu'à la fin d'exécution de celui-ci, les documents prévus par ces articles.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements ou de refus de produire ces pièces, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues à l'article 19 du présent CCAP.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, il doit produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, les documents suivants :

- a) l'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " de l'acheteur chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail;
- b) une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

17.3 / En cas de modifications relatives au titulaire du marché

Le titulaire est tenu de communiquer, sans délai et par écrit, à l'acheteur tout changement ayant une incidence sur le statut de la société (changement de dénomination sociale, fusion, absorption...) y compris les changements d'intitulé du compte bancaire sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent marché.

17.3.1 / Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer l'acheteur par écrit et communiquer son nouveau numéro SIREN dans les plus brefs délais ainsi qu'un RIB le cas échéant.

17.3.2 / Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire

Le transfert du marché à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable de l'acheteur.

Le titulaire doit en informer l'acheteur dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est cédé :

- une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du tribunal de Commerce territorialement compétent ;
- une copie de l'annonce légale ;
- le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;

- un RIB pour les nouvelles coordonnées bancaires ;
- le numéro SIREN de la société correspondante ;
- les attestations fiscales et sociales ;
- l'attestation sur l'honneur dûment signée qui indique que le repreneur n'entre pas dans les motifs d'exclusions listés aux articles L2141-1 et suivants du Code de la commande publique ;
- une attestation d'assurance « responsabilité civile décennale » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise et non par son courtier ;
- les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au titulaire du marché.

La cession du marché acceptée par l'acheteur fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

ARTICLE 18/ UTILISATION DE LA LANGUE FRANCAISE

Conformément à la loi n° 94-665 du 4 août 1994, l'usage de la langue française est obligatoire notamment dans les courriers et les communications échangés entre l'acheteur et le titulaire.

ARTICLE 19/ RESILIATION

Le marché peut être résilié conformément aux dispositions prévues au chapitre VII (articles 49 à 54) du CCAG/Travaux.

Outre les cas prévus aux g, i, k et l de l'article 50.3.1 et rappelés à l'article 50.3.2 du CCAG/Travaux et par dérogation, le marché peut également être résilié sans mise en demeure, dans les cas suivants prévus respectivement aux articles 6.2.5 et 16 du présent document :

- à défaut de désignation du remplaçant du correspondant permanent, ou si ce remplaçant est récusé dans le délai de 5 jours ouvrés indiqué ci-dessus, le marché peut être résilié, sans mise en demeure ;
- en cas de dépassement du montant cumulé des pénalités qui est plafonné à 20% du montant commandé depuis la notification du marché, le marché peut être résilié, sans mise en demeure.

Il est fait application des mesures coercitives prévues à l'article 52 du CCAG/Travaux.

ARTICLE 20/ SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut confier l'exécution de certaines parties des prestations du marché à un ou à plusieurs sous- traitants, à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement fixées par les articles R.2193-1 à R.2193-16 du code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure responsable de l'exécution de toutes les obligations du marché.

Aux fins d'acceptation du sous-traitant, le titulaire adresse à l'acheteur, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par messagerie électronique, une déclaration contenant l'ensemble des renseignements figurant à l'article R. 2193-1 du code de la commande publique, à savoir :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie.

L'ensemble de ces informations sont constituées par la fourniture :

- De la déclaration de sous-traitance complétée (formulaire DC4 pouvant être téléchargé gratuitement sur le site Internet de l'acheteur des finances et des comptes publics : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ;
- D'un numéro SIREN et d'un RIB de l'entreprise.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatées par un acte spécial signé par le titulaire et par l'acheteur.

ARTICLE 21/ DIFFERENDS ET LITIGES

En aucun cas, les contestations survenant entre l'acheteur et le titulaire ne peuvent être invoquées par ledit titulaire comme cause d'arrêt définitif ou momentané d'exécution de la prestation.

Les parties s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend ou litige susceptible d'intervenir entre elles à l'occasion de l'exécution du présent marché. Dans ce cas, la partie la plus diligente peut saisir par requête le médiateur des entreprises ou le comité consultatif de règlement amiable, dans les conditions fixées aux articles R2197-1 et suivants du Code de la commande publique.

En cas de conciliation, les parties s'engagent à signer une transaction.

A défaut de conciliation, les litiges éventuels afférents au présent marché seront portés devant le tribunal territorialement compétent.

ARTICLE 22/ DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations		Articles du CCAG/Travaux auxquels il est dérogé
Article 4.3	Délais d'exécution des travaux	Article 28.1
Article 5.2	Exécution des ordres de services	Article 3.8.2
Article 6.2.5	Changement d'intervenant à l'initiative du titulaire	Article 3.4.2
Article 10.2	Plan d'exécution - Notes de calcul – Etudes de détail	Article 29
Article 10.4.2	Registre de chantier	Article 28.5
Article 11.3	Documents fournis après exécution	Article 40
Article 13.3	Décompte final et général	Article 12.4.4
Article 16	Pénalités	Articles 19.2 - 19.2.1 - 19.2.3 - 3.5.1.5 --
Article 17.1	Assurance	Article 8.1.3
Article 19	Résiliation	Article 50